

TIZI-OUZOU

L'aménagement du littoral privilégié

Les enjeux de l'aménagement du littoral de la wilaya, à l'ordre du jour de la journée thématique organisée mardi par l'APW de Tizi-Ouzou, ont été mis en exergue par deux communications.

Le représentant du CNL (Commissariat national du littoral) annonçant, à l'occasion, que «le littoral tizi-ouzien est retenu pour 2012 comme littoral prioritaire» et le directeur de l'environnement qui, lui, a axé son intervention sur la protection et la valorisation du littoral.

Le CNL, dont l'objectif, selon son représentant à cette manifestation, «est de mettre en œuvre les mesures de protection du littoral et des zones côtières, de fournir aux collectivités locales toute assistance se rapportant à ses domaines d'intervention...», compte jouer «son rôle», quant au freinage de l'urbanisation des bandes protégées, notamment celle des 300 m de la rive. Pour le conférencier, «le cadastre du littoral sera lancé incessamment et l'opération du bornage et la délimitation du littoral est menée», avant de s'exprimer sur les menaces qui pèsent sur ce même littoral. Selon lui, «environ 607 rejets sont déversés



Photo : D. R.

directement à la mer, rejets auxquels s'ajoutent l'extraction anarchique de sable, l'urbanisation et l'industrialisation».

Le directeur de l'environnement de la wilaya de Tizi-Ouzou a indiqué qu'«une

commission intersectorielle, chargée du suivi du plan d'aménagement côtier, a été installée par arrêté de wilaya du 16/11/2002 et l'approbation du cadastre du littoral qui, lui, l'a été par l'arrêté du wali du

28/12/2003». Il faut dire que pas moins de cinq communes (Ath Chaffa, Azeffoun, Iflissen, Tigzirt et Mizrana) partagent une façade maritime de 85 km, une longueur représentant 7% de la côte algérienne, donc facile à entretenir pour ne pas dire à protéger.

Par ailleurs, le conférencier apprend à l'assistance, composée essentiellement d'élus locaux et des secteurs concernés qui ont dépêché leurs représentants, que le programme lié au développement et à l'aménagement du littoral est constitué de huit ZET (zones d'extension touristique) pour une superficie totale de 1 973 ha dont 268,38 ha aménageables. Seulement, seules celles d'Azeffoun et de Sidi-Khélifa ont fait l'objet d'une étude par l'ANDT et approuvées. Enfin, nous apprenons que l'étude du plan d'aménagement côtier a été lancée. Elle concernera l'étude de protection et de lutte contre l'érosion des plages Le Caroubier et celle du centre d'Azeffoun, Le Petit Paradis (Ath-Chaffa), Tassalast (Tigzirt) et Féraoun (Ifliessen). Une autre étude de protection et de classement de l'aire marine protégée, de Kef Sidi Slimane à Ifliessen, est en cours.

K. Bougdal

BOUIRA

La population livrée à elle-même

Depuis plusieurs mois, pas un jour ne passe sans que soit signalé dans une commune ou une daïra une contestation populaire ou un cri de colère d'une population qui en a gros sur le cœur, confrontée qu'elle est au silence inexplicable du wali, considéré par beaucoup de citoyens comme l'arbitre suprême au niveau de la wilaya pour régler les problèmes, tant les responsables locaux, maires et chefs de daïra, ont montré leurs limites dans le règlement de ces problèmes.

Le wali, qui avait entamé son travail à la tête de la wilaya tambour battant, sillonnant les quatre coins de la wilaya, et distribuant à tout-va des promesses à une population livrée à elle-même une décennie

durant, pour cause de démission totale de son pré-décesseur, et perçu alors comme étant l'homme providentiel qu'attendait Bouira depuis son accession au statut de wilaya en 1974, a brillé ces derniers mois par son absence.

Une absence que d'aucuns expliquent par les promesses qu'il avait faites aux gens et qu'il n'a pas tenues. La dernière est cet engagement fait au mois de novembre 2008, soit quelques mois après son arrivée à Bouira, aux commerçants de la ville de Bouira. Evoquant le projet de rénovation de la ville, il s'était engagé à l'époque à ne jamais léser un commerçant, promettant à tout le monde une prise en charge totale. Aujourd'hui, ces centaines de

commerçants sont à leur troisième jour de contestation après les décisions de justice qu'ils avaient reçues les enjoignant de quitter leurs vieilles bicoques, sans aucune indemnité, et aucun responsable n'a daigné les recevoir. Cela étant, dans cette histoire comme dans celle des villageois de Taghzout et Chréa à Ouled Rached, le manque de communication de la part des responsables a accentué la colère des gens. Même les journalistes, interpellés quotidiennement par ces milliers de protestataires, cherchent vainement les responsables pour avoir leur version des faits et essayer de donner des réponses aux citoyens à travers la presse.

Y. Y.

SIDI-BEL-ABBÈS

Menace de suicide collectif des jeunes chômeurs à Sidi-Lahcène

Sidi-Lahcène a vécu un moment de panique dans la matinée de mardi dernier lorsque des jeunes chômeurs recrutés dans le cadre du dispositif du DAIP, et dont le contrat de 6 mois a expiré, qui se sont introduits dans le siège de l'APC devant lequel une centaine de leurs pairs observaient un sit-in, ont fait actionner à trois reprises la sirène provoquant l'affolement et occupé les bureaux de l'administration, alors que 15 autres sont montés sur la terrasse menaçant de se suicider, certainement en se jetant dans le vide. Fort heureusement, les autorités locales et les éléments de la police sont aussitôt intervenus. La chef de daïra et les policiers, usant de diplomatie, ont pu leur faire entendre raison.

Les chômeurs, très remontés, accusaient les autorités d'avoir fait des promesses sans qu'ils voient rien venir. La chef de daïra a de son côté tenté d'apaiser les esprits en déclarant que les contrats des intéressés étaient au niveau de la direction de l'emploi et que c'est une affaire de temps pour leur traitement vu le nombre considérable des demandeurs qui attendent.

«D'ailleurs, ajoutera-t-elle, voilà 220 contrats que nous avons reçus aujourd'hui et que nous allons adres-

ser à beaucoup, le reste sera fait dans les prochains jours.»

Dans la même daïra, dans la journée de lundi dernier, c'est au tour de la petite localité de Habara de se manifester pour demander son développement. Usant de pneus brûlés,

les manifestants cagoulés, avec des grosses pierres à la main, ont bloqué la route nationale reliant la localité à Sidi-Bel-Abbès. Là aussi, la chef de daïra, en présence des éléments de la gendarmerie, est allée au-devant des émeutiers pour tenter de les cal-

mer. Elle déclarera que Habara a beaucoup de projets inscrits qui démarreront bientôt.

Elle recevra des personnes désignées dans la même journée et la route a été rouverte.

A. M.

AFFAIRE DU MEURTRE DE FILAJE RIH

Deux perpétuités et des peines de prison de 1 à 12 ans pour les accusés

Dans la journée de lundi dernier s'est ouvert, au niveau de la cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès, le procès des accusés du meurtre du jeune homme retrouvé sur la rive de l'oued Mekerra huit jours après, dévoré par les chiens et les rats au début du mois de janvier 2011. Selon l'arrêt de renvoi, dans la nuit du 28 décembre au 29 décembre 2010, deux bandes rivales s'étaient affrontées au niveau du faubourg Filaje Rih.

L'une des bandes à laquelle appartenait la victime, répondant aux initiales K.K., âgée de 26 ans, en état d'ébriété, est venue demander des comptes à la bande rivale qui elle aussi se saoulait au moment des faits. Après des échanges acerbes entre les protagonistes, ces derniers ont brandi des couteaux, des épées, des sabres et des armes blanches de tous genres.

Le principal accusé, en l'occurrence B. L., âgé de 25 ans, a reconnu avoir porté des coups d'épée à la tête de la victime. Une fois à terre, cette dernière sera déshabillée

par l'agresseur. Gravement blessé, K. K. se sauvera et ira se réfugier dans l'oued Mekerra. Son corps sera retrouvé 8 jours après par les habitants du quartier CPR dans la ville de Sidi-Bel-Abbès, dévoré par les chiens et les rats et en état de décomposition avancé, un état qui n'a pas facilité le travail du médecin légiste.

Lors de la rixe, une autre personne, S.H., sera blessée sérieusement et traîne maintenant un handicap. Après un brillant réquisitoire de l'avocat du ministère public à l'encontre des jeunes accusés d'homicide volontaire, de CBV ayant entraîné un handicap à vie et de non-dénonciation d'un crime, 3 perpétuités, et entre 3 et 20 ans de prison en plus des amendes ont été requis. Les jurés, après délibération, ont condamné à la perpétuité le principal accusé, B. L. (25 ans) et L. B. (26 ans), à 12 ans de réclusion criminelle le nommé T. B., à 7 ans de réclusion B. M., et à un an de prison assorti d'une amende B. N.

A.M.

8^e JOUR
DE LA GRÈVE
DE LA FAIM
AU CP1K DE

SKIKDA

Un gréviste
hospitalisé

L'un des grévistes de la faim du complexe des matières plastiques de Skikda a été admis à l'établissement hospitalier de Skikda. Il y sera au moins pour huit jours, selon le médecin traitant. Son cas est jugé très critique.

Rencontré sur son lit au service cardiologie, Djelloul Guerza, c'est de lui qu'il s'agit, est dans un état qui exige l'interruption de la grève, chose qu'il réfute.

«Je n'arrêterai ma grève que lorsque nos revendications seront satisfaites», déclara-t-il. Il ajoute : «Et personne ne peut m'en dissuader, d'ailleurs il ne faut pas trop insister, ma famille a essayé, en vain.»

La situation au complexe ne fait que s'empirer. Même les tentatives des responsables concernés d'apaiser la situation butte sur l'intransigeance des travailleurs, grévistes et autres. «On en a marre des promesses.

On veut du concret, des engagements écrits. Sinon, la grève de la faim et son corollaire la solidarité des travailleurs durera de façon indéterminée», menace en chœur le collectif des travailleurs.

Zaïd Zoheïr